

LIBÉRER L'EMPLOI DU PROFIT

Michel Husson, économiste, membre du Conseil national de campagne de Jean-Luc Mélenchon
[L'Humanité](#), 12 Avril 2012



Contre le chômage, on n'a pas tout essayé. Toutes les politiques d'inspiration libérale (baisse du coût du travail, TVA « sociale » et autres politiques « de l'offre » pour « relance de la croissance », etc.) ont fait la preuve de leur inefficacité. Elles oublient que la montée du chômage depuis 30 ans est rigoureusement parallèle à celle des profits non réinvestis, qui ont nourri les bulles financières. Si les dividendes versés par les entreprises représentaient la même proportion de leur masse salariale qu'il y a 30 ans, ils seraient inférieurs de 60 milliards, ce qui équivaut à près de 2 millions d'emplois. De même, les allègements de cotisations sociales permettraient, si on les recyclait, de rémunérer près d'un million de salariés. Toute politique d'emploi ambitieuse doit donc s'appuyer sur un changement radical dans la répartition des revenus, permettant d'activer les créations d'emplois dans le privé et dans le public.

Dans le privé, la baisse du temps de travail est le seul moyen de créer des emplois durables. C'est pourquoi il faut rétablir une autre utilisation des gains de productivité. Au lieu d'être transférés aux actionnaires, ils devraient être affectés, selon une "règle des trois tiers", à la création d'emplois par baisse du temps de travail, à la revalorisation des bas salaires, et à l'augmentation des ressources de la protection sociale. Plutôt qu'une société divisée entre stressés du travail, précaires et chômeurs, il faut aller vers une société du temps libre où tout le monde travaille, mais moins.

Aujourd'hui, la possibilité de créer des emplois est soumise au seul critère de rentabilité. Donnez nous les moyens d'être compétitifs (lire rentables) et le reste (l'emploi) vous sera donné de surcroît. Une véritable révolution copernicienne est nécessaire : la société doit choisir ses priorités et créer ensuite des emplois là où sont identifiés les besoins, en utilisant ainsi pleinement ses capacités. L'objectif est que tout le monde soit employé de la façon la plus efficace, en mesurant cette efficacité par l'utilité sociale et non par la rentabilité dégagée. L'extension du secteur public est ici décisive, pour favoriser cette adéquation des ressources de main-d'œuvre aux besoins : éducation, santé, petite enfance, dépendance, services à la personne, investissements écologiques, etc.

La cohérence du programme du Front de gauche en matière d'emploi est assurée parce qu'il combine plusieurs propositions : refondre le système de crédit afin de réorienter l'activité économique ; donner des droits nouveaux aux travailleurs ; enclencher une dynamique de transition vers un autre modèle de développement. Mais il prévoit aussi des mesures immédiates, comme la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires qui fonctionnent comme un frein à l'embauche, le passage effectif aux 35 heures avec embauches correspondantes, la création d'emplois socialement et écologiquement utiles dans le secteur public au sens large (fonction publique, collectivités territoriales, associations).